

n'ont pas la possibilité de gagner honnêtement et honorablement leur vie au Canada, ils feront autre chose.

Un jeune de 20 ou de 22 ans ne peut pas vivre aux crochets de son père, qui est peut-être mineur ou journalier. En effet, il ne peut pas se dire: Je compte sur le revenu de mon père pour vivre durant l'été, avant de retourner aux études au mois de septembre.

Cette situation est assez grave. Voilà où le paradoxe existe. Si la guerre éclatait demain,—et tous les ministériels le savent—tous les jeunes du pays se trouveraient du travail facilement. Nous n'entendrions plus parler d'années difficiles pour les étudiants, le gouvernement forcerait les jeunes de 18 à 25 ans à s'enrôler dans les Forces canadiennes, où ils seraient vêtus, logés, nourris et payés. Ils ne manqueraient pas d'argent. Il n'existerait pas alors de problème économique.

Toutefois, quand il s'agit de développer le pays ou de procéder à la relance de l'économie, le gouvernement se dit impuissant à l'égard de ces jeunes. Il est entendu que les solutions proposées actuellement, visant à combattre l'inflation, contribuent à l'aggravation de la situation dans laquelle nous sommes plongés.

Les restrictions de crédit existent et l'on parle de questions monétaires et fiscales. Au nom de la politique monétaire et fiscale, on impose des privations dans tous les secteurs de l'économie et les industriels s'inquiètent des conséquences qui découlent d'une politique restrictive. Les agriculteurs sont insatisfaits. Les producteurs, dans tous les domaines de la production canadienne, le sont aussi. Ces restrictions engendrent une mauvaise distribution de la production, ce qui ne plaît pas aux consommateurs et particulièrement à ceux qui manquent du nécessaire, alors qu'il existe une abondance de produits. Mais le gouvernement continue d'imposer les restrictions de crédit.

On fait souvent allusion aux conséquences monétaires, fiscales, de ces mesures. On a dit récemment que la Banque du Canada réduisant son taux d'escompte de $7\frac{1}{2}$ à 7 p. 100 ou de 8 à $7\frac{1}{2}$ p. 100, soit d'un $\frac{1}{2}$ point. Cela n'a pas entraîné de relance économique.

On devrait utiliser les services de la Banque du Canada. En effet, le ministre des Finances (M. Benson), qui est présent à la Chambre, reconnaît que la Banque du Canada est l'institution financière des Canadiens. C'est l'institution qui doit fournir le crédit nécessaire à la relance économique. Et je crois sincèrement qu'on a oublié les buts pour lesquels la Banque du Canada a été fondée en 1934.

La Banque du Canada, en vertu de la loi qui l'a établie, était chargée de réglementer le crédit et la monnaie, dans le meilleur intérêt de l'économie de la nation. Au fait, l'objectif que doit poursuivre la Banque du Canada n'est pas de tolérer une décroissance économique, comme c'est le cas présentement, mais de maintenir une croissance économique constante qui permette l'embauchage du plus grand nombre possible de chômeurs actuels et des étudiants qui sont déjà sur le marché du travail.

Monsieur l'Orateur, ce ne sont ni les possibilités physiques, ni les besoins de développement qui manquent. Dans ma propre région, les mines qui employaient l'an passé 1,200 à 1,500 étudiants n'en emploient cette année que 230 à 235. Il y a diminution partout au Canada, justement parce que l'industrie est inquiète de l'avenir. Pourtant, il existe chez moi un potentiel immense de nouvelles industries minières, puisque des douzaines de nouvelles compagnies pourraient lancer leur exploitation si on leur accordait l'aide nécessaire. Dans d'autres domaines, le même phénomène se retrouve. Hier, on nous entretenait de l'industrie textile. Tantôt, on a parlé du blé, tantôt, de l'industrie laitière. Le même problème existe partout, mais on ne prend pas les dispositions nécessaires pour mettre nos richesses en valeur. Si des douzaines de compagnies minières poursuivaient leur exploitation cette année, dans ma région, elles pourraient assurer des emplois à 2,000 ou 2,500 étudiants au cours de l'été. Mais non, absolument rien ne bouge et, pourtant, on réussit à aider les pays sous-développés à exploiter leurs richesses.

• (2.10 p.m.)

Nous reconnaissons sans réserve que l'aide que le Canada peut fournir aux pays sous-développés, en vue de leur permettre de mettre en valeur leurs richesses naturelles, n'est pas à condamner. Mais si nous pouvons faire cela pour les autres, nous pouvons également le faire pour nos propres concitoyens. Et si nous le faisons pour les nôtres, cela éliminerait le chômage. Cela ne veut pas dire que tous trouveront un emploi, car non seulement je ne suis pas un adepte de la théorie du plein emploi, mais je suis d'avis que plus l'homme progresse, plus le capital humain est appelé à être remplacé par la technique et l'automatisation.

Face au progrès, à la science et à la machine, il y a des hommes, des femmes et des enfants. Devons-nous conclure que le progrès, la science et les machines ont été inventés pour punir l'être humain ou bien pour le servir? Si la machine a été inventée pour punir l'être humain, continuons à tolérer le